
N° 1297
DU 3 AU
16 AVRIL 2026

VEILLE SECTORIELLE

Achats Publics - Action éducative/Restauration scolaire -
Action internationale/Europe
Aménagement et développement des territoires - **Culture**
Droit public / Citoyenneté/ Institutions / Collectivités territoriales
Economie - **Environnement**
Finances publiques/Gestion locale
Fonction publique/Statut - **Formation**
Information/Communication/TIC
Outre-Mer - **Ressources humaines/Management**
Sécurité civile - **Sécurité publique** - **Sciences Humaines/Société**
Social/Santé - **Sport/Loisirs/Tourisme**
Travail/Emploi
Urbanisme/Transports/Logement

NOS NOUVELLES ACQUISITIONS

ACHATS PUBLICS

Relation de quasi-régie : la nouvelle fiche technique de la DAJ apporte des éclairages utiles. Certaines appréciations sont cependant contestables. / NICINSKI SOPHIE, GLASER EMMANUEL, IDOUX PASCALE

Actualité Juridique. Droit Administratif, 13/04/2026, n° 14, p. 719-722

<https://dalozknd-pvgpsla5.dalloz-revues.fr/fr/pvPageH5B.asp?puc=004878&nu=202614&pa=1#16>

La direction des affaires juridiques des ministères économiques et financiers (DAJ) a mis à jour un certain nombre de fiches techniques en matière de commande publique. Ces fiches techniques sont d'autant plus importantes qu'elles prodiguent de précieux conseils aux acheteurs, en même temps qu'elles expriment la doctrine officielle de l'Etat sur l'application du droit de la commande publique. C'est notamment le cas de la fiche sur les contrats conclus entre entités appartenant au secteur public, mise à jour le 11 novembre 2025, regroupant les contrats de quasi-régie et les contrats de coopération public-public, qui présentent l'avantage d'échapper aux procédures de mise en concurrence.

Commande publique : Ces marchés qui font l'objet d'une procédure adaptée

13/04/2026, p. 51

Dans une récente décision, le juge a rappelé que, quel que soit son montant, un marché de gardiennage reste un marché à procédure adaptée.

Commande publique : Des casiers scolaires fabriqués par les détenus

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 06/04/2026, n° 2810, p. 47

Lot-et-Garonne, 33 610 hab.

De manière inédite, le Département a réservé un marché à une entreprise implantée en milieu pénitentiaire.

ACTION ÉDUCATIVE / RESTAURATION SCOLAIRE

Education

Prévention. La médiation scolaire, un dispositif testé et approuvé

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 13/04/2026, n° 2811, p. 44-45

Faire de la médiation à l'école améliore le climat dans les établissements et favorise l'implication des familles dans la scolarité de l'élève.

Ecoles et baisse démographique : « Il manque clairement une politique de planification territoriale en matière d'éducation »

Lemonde.fr, 15/04/2026

https://www.lemonde.fr/societe/article/2026/04/15/ecoles-et-baisse-demographique-il-manque-clairement-une-politique-de-planification-territoriale-en-matiere-d-education_6680221_3224.html

Dans un entretien au « Monde », le professeur en urbanisme David Giband estime qu'il faut repenser les articulations entre territoires et aller vers une meilleure coordination entre les acteurs qui participent à l'éducation, pour que les enfants ne pâtissent pas des inévitables réorganisations de la carte scolaire.

[Retour sommaire](#)

« En matière éducative, la question n'est plus de savoir quoi faire, mais de décider », plaide l'Andev

Lagazettedescommunes.com – Club Education et vie scolaire, 08/04/2026

<https://www.lagazettedescommunes.com/1032034>

Au lendemain des municipales, l'Association nationale des directeurs et des cadres de l'éducation des villes et des collectivités territoriales (Andev) appelle les élus à transformer sans attendre leurs intentions éducatives en actions concrètes. Selon Gabriel Fraga, son vice-président, tout se joue dès le début du mandat pour structurer durablement les politiques éducatives.

<https://www.lagazettedescommunes.com/telechargements/2026/04/communiquede-landev-post-municipales-23-mars-2026-1.pdf>

<https://medias.amf.asso.fr/upload/files/PLAIDOYER%20pour%20confe%CC%81rence%20de%20presse%20oicotre.pdf>

Baisse des effectifs scolaires : le ministre propose de rompre avec « l'accord du maire » pour fermer des écoles

Maire-info.com, 08/04/2026

<https://www.maire-info.com/education/baisse-effectifs-scolaires-ministre-propose-rompre-avec-accord-du-maire-pour-fermer-ecoles-article-30667>

Le ministère de l'Éducation nationale a rendu publique ce matin une étude sur l'évolution des effectifs scolaires, prévoyant une diminution de plus de 15 % à horizon dix ans dans le premier degré. Le ministre Édouard Geffray envisage des fermetures d'école non concertées avec les maires.

<https://www.education.gouv.fr/sites/default/files/document/projections-d-effectifs-d-l-ves-dans-les-premier-et-second-degr-s-horizon-2035-515387.pdf>

« Il est temps que la France assume un véritable plan d'action national en faveur de la santé scolaire » [Tribune]

07/04/2026

https://www.lemonde.fr/societe/article/2026/04/07/il-est-temps-que-la-france-assume-un-veritable-plan-d-action-national-en-faveur-de-la-sante-scolaire_6677793_3224.html

Des responsables des syndicats de la santé et de l'éducation de l'UNSA, la présidente de la FCPE et deux présidents de syndicats lycéens alertent, dans une tribune au « Monde », sur la faiblesse de la santé scolaire au regard des besoins grandissants. Ils appellent à une politique de prévention d'ampleur au sein du système éducatif.

Les IA génératives en éducation - Repères, ressources et activités pour la classe - Construire une culture commune / CANOPE

2026, 36 p

https://www.reseau-canope.fr/fileadmin/factory/user_upload/RC/Hubs/IA_en_classe/Dossier_IA/dossier_ia_partie_2.pdf

Le document s'adresse à l'ensemble de la communauté éducative (enseignants, personnel éducatif, directeurs, IEN, ERUN, RUPN, CPE, AESH, personnel administratif) dans un contexte de généralisation rapide des IA génératives depuis 2022 et de formalisation d'un cadre national d'utilisation publié en juin 2025 par le Ministère de l'Éducation nationale. Elle présente les IA génératives comme un « fait social total » imprégnant le travail, la communication, les loisirs et la vie scolaire, et souligne la nécessité d'une base commune de compréhension pour tout le personnel, quel que soit son usage individuel en classe. Le document expose quatre grands défis : la formation systémique du personnel, la coéducation avec les familles, l'intégration de l'IA dans le projet scolaire, et l'éducation civique des élèves (travail, inégalités, désinformation, environnement, souveraineté).

[Retour sommaire](#)

Marseille - Mixité scolaire en débat

Projet, 04/2026, n° 411, p. 76-80

<https://shs.cairn.info/revue-projet>

Depuis trente ans, le grand projet urbain Euroméditerranée entend réduire la fracture entre le nord et le sud de la cité phocéenne. Dans les établissements scolaires concernés par l'opération, la mixité sociale relève de la gageure.

Restauration collective

RH : recruter, former, fidéliser - Créer des opportunités et valoriser les compétences

Restauration collective, 04/2026, p. 26-31

Le défi de l'attractivité est aujourd'hui au cœur des stratégies TH en restauration collective. Métiers en tension, profils rares, départs en retraite : le secteur doit réinventer sa manière de séduire et de retenir ses talents, d'autant plus sur un marché encore trop méconnu. Valoriser les métiers, renforcer les compétences et offrir des parcours évolutifs est essentiel, tout en misant sur la qualité de vie au travail et la transmission intergénérationnelle. Quelles initiatives motivent et mettent à l'honneur les hommes et les femmes de ce secteur ? Quelles opportunités proposer à ses collaborateurs pour mieux s'investir ? Comment parler aux salariés ou à la génération Z ?

Une recette révolutionnaire bientôt adoptée par les chefs des collèges loirétains

01/04/2026

<https://www.loiret.fr/actualite/une-recette-revolutionnaire-bientot-adoptee-par-les-chefs-des-colleges-loiretains>

En janvier dernier, le Département du Loiret interdisait l'utilisation de produits venant d'Amérique latine dans ses restaurants scolaires. Dans la continuité de cette décision, il met en place un groupement de commandes de denrées alimentaires pour garantir une plus grande transparence sur leur origine et une qualité optimisée. Décryptage.

La cuisine centrale de Tours - Associe performance et durabilité

Restauration collective, 04/2026, p. 24-25

La nouvelle cuisine centrale de Tours, inaugurée en octobre 2025, a été conçue comme un outil à la fois performant, durable et social. Elle remplace un équipement obsolète pour répondre aux enjeux actuels de qualité nutritionnelle, maîtrise des coûts et respect des normes sanitaires. Avec une capacité pouvant atteindre 11 000 repas par jour, elle s'appuie sur des choix responsables : circuits courts, production bio, réduction drastique du plastique et optimisation énergétique.

AMÉNAGEMENT ET DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES

Nicolas Namur : "Dans la conception d'aujourd'hui de nos espaces urbains réside la santé publique de demain" [Entretien]

Lettre du cadre territorial (La), 01/04/2026, n° 597, p. 44-46

Fondateur de l'Atelier de santé urbaine, Nicolas Namur est formel : la ville doit nous protéger. Il accompagne les collectivités pour intégrer les enjeux d'urbanisme favorable à la santé à chaque étape de leurs projets de planification urbaine. L'ambition est de faire de la santé le nouveau moteur de l'aménagement.

[Retour sommaire](#)

Olivier Bouba-Olga : « Il faut sortir de “l’attractivité” des territoires pour se recentrer sur les besoins fondamentaux des habitants »

Alternatives-economiques.fr, 11/04/2026

<https://www.alternatives-economiques.fr/olivier-bouba-olga-il-faut-sortir-de-lattractivite-des-territoire/00118277>

Les élections municipales 2026 ont rappelé à quel point les enjeux locaux font l’objet de batailles politiques importantes. A un an de l’élection présidentielle, nul doute que les dynamiques territoriales feront de nouveau l’objet de discours et de stratégies politiques.

Les campagnes abandonnées ? Les villes favorisées ? Ces grilles de lecture binaires, régulièrement mobilisées, méritent d’être mises de côté au profit d’autres types d’analyses, plus complexes, mais indispensables pour comprendre les vrais besoins des différents territoires français, explique l’économiste Olivier Bouba-Olga, dans cet entretien.

Politique de la ville. Une rénovation urbaine dans le respect de la mémoire architecturale

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 06/04/2026, n° 2810, p. 44-45

<https://www.lagazettedescommunes.com/1031331/a-sarcelles-une-renovation-urbaine-dans-le-respect-de-la-memoire-architecturale/?abo=1>

Le Grand Ensemble de la ville de Sarcelles, œuvre de Jacques Henri-Labourdette, s’est dégradé au fil du temps et a bénéficié des deux programmes mis en place par l’Anru. Cette politique de renouvellement urbain a pour but d’améliorer la qualité des logements, ainsi que le cadre de vie des habitants qui ont connu une forte paupérisation. La commune a limité le nombre de démolitions et engagé la réhabilitation de logements sociaux, la requalification des espaces publics et des routes.

CULTURE

Le jeu vidéo se fait une place sur la scène culturelle

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 06/04/2026, n° 2810, p. 40-42

Le premier musée français dédié au jeu vidéo, consacré à son histoire, sa culture et sa place dans la société a ouvert ses portes à Arcueil, en décembre dernier.

Des clés pour sécuriser les musées

Maires de France, 04/2026, n° 444, p. 32-34

Face aux risques de vol, d’incendie ou autre sinistre, chaque musée peut trouver des solutions adaptées à ses collections et à sa configuration.

40 ans de mutations. . . Et demain ?

Archimag, 04/2026, n° 393, p. 21

Jean Gauthier, directeur de Serda Compétences et Clémence Jost, rédactrice en chef d’Archimag répondent aux questions suivantes :

- La profession de documentaliste est-elle en danger ?
- Comment le métier doit-il s’adapter ?
- Quel avenir pour les documentalistes ?

[☞ Retour sommaire](#)

« Demain, les centres de documentation seront des tiers-lieux pédagogiques »

Archimag, 04/2026, n° 393, p. 20

Au sein de l'École nationale supérieure d'arts et métiers de Metz, en Moselle, les missions confiées aux documentalistes ont été considérablement élargies. L'avenir de la documentation s'oriente clairement vers un modèle hybride.

« Notre métier doit bouger très vite »

Archimag, 04/2026, n° 393, p. 19

Dans un établissement supérieur d'enseignement agricole de l'ouest de la France, les documentalistes constatent une évolution des pratiques des usagers, mais aussi un renouvellement continu des outils documentaires. Face à ces bouleversements, la montée en compétences semble incontournable.

Comment se portent les centres de documentation en 2026 [introduction au dossier] ? / CASIMIR Sivagami

Archimag, 04/2026, n° 393, p. 12-16

Quel est le bilan de santé des centres de documentation en France ? Archimag présente ce mois-ci les résultats d'une enquête inédite sur l'évolution du métier de documentaliste et des services dans lesquels ils exercent. Si une majorité des professionnels ressentent une forte transformation de leur métier, comment s'adaptent-ils quand les budgets fondent et que les effectifs se réduisent ? Et comment les documentalistes intègrent-ils l'IA, qu'ils perçoivent comme une alliée à double tranchant, dans leurs pratiques ? Notre étude révèle que l'agilité devient aujourd'hui une question de survie et que, loin de toute résignation, la résilience s'installe, portée par la maîtrise de nouveaux outils et par un élargissement des missions.

Comment se portent les centres de documentation en 2026 [dossier] ?

Archimag, 04/2026, n° 393, p. 12-21

Sommaire :

- Introduction
- Les préoccupations des centres de doc : ce qu'en disent les éditeurs
- « De la documentation au KM, ce service est la chronique d'une transformation »
- « Notre métier doit bouger très vite »
- « Demain, les centres de documentation seront des tiers-lieux pédagogiques »
- 40 ans de mutations. . . Et demain ?

Des cours gratuits en lignes et webinaires gratuits pour les pros de l'info

Archimag, 04/2026, n° 393, p. 42

Présentation du Portail international archivistique francophone (Piaf), du Mocc Sensibilisation au numérique responsable de l'Institut du numérique responsable (INR), du Mooc consacré à l'intelligence économique (IE) de l'Université de Caen Normandie et des webinaires autour de l'IA génératives de Serda Compétences.

<http://www.piaf-archives.org>

<http://www.academie-nr.org/#mooc-nr>

<https://www.fun-mooc.fr/fr/cours/l-intelligence-economique-pourquoi-et-comment-faire/>

<http://www.formation-serda.com>

Reprendre un fonds papier existant : mission [presque] impossible ?

Archimag, 04/2026, n° 393, p. 38-39

La reprise d'un fonds d'archives papier existant constitue souvent un chantier structurant. Les classements hétérogènes et les contraintes de moyens rendent souvent cet exercice plus proche d'un parcours du combattant que d'une promenade de santé. Comment aborder méthodiquement ce fonds et adapter l'approche à l'ambition réelle de son service ?

[Retour sommaire](#)

Le marché des logiciels pour bibliothèques en stagnation

Archimag, 04/2026, n° 393, p. 32-37

Résultat de l'enquête 2026 sur les logiciels métier pour bibliothèques et tableau présentant le cadre technique des solutions disponibles au 1er janvier 2026

L'art de concevoir des bibliothèques aujourd'hui

Archimag, 04/2026, n° 393, p. 26-27

Avec plus de 15 500 établissements sur le territoire français, les bibliothèques font figure de premier équipement culturel de proximité du pays. L'occasion pour les architectes de concevoir des lieux accueillants, au plus près des attentes des bibliothécaires et des usagers.

IA : la recherche documentaire à l'heure grands modèles de langage

Archimag, 04/2026, n° 393, p. 24-25

Si on parle beaucoup d'intelligence artificielle dans le domaine des métiers de l'information, ses apports peuvent parfois paraître flous et ses bases techniques opaques. Les briques sur lesquelles construire la recherche documentaire du XXIe siècle ne sont pourtant pas aussi complexes qu'on le pense parfois.

Face à l'IA, les pratiques documentaires des étudiants sont chamboulées

Archimag, 04/2026, n° 393, p. 4

Une étude menée à l'échelle européenne constate l'emprise de l'intelligence artificielle dans les pratiques documentaires des étudiants. Dans le même temps, elle note une désaffection des bibliothèques en tant que centre de ressources documentaires.

https://conference.sciencespo.fr/content/2026-02-17/enquete-sur-les-etudiants-europeens-et-l-ia-adoption-massive-mais-confiance-mitigee_j843Vc8d2K5AwV3aLpSp

Des quartiers aux territoires, une culture qui transforme ! [Dossier]

Nectart, 01/2026, n° 22, p. 28-141

<https://shs.cairn.info/revue-nectart-2026-1?lang=fr>

Pas un quartier, une commune et encore moins un centre-ville qui n'ait sa création artistique, son initiative culturelle ou son empreinte patrimoniale pour transformer la vie quotidienne de ses habitants.

Le dossier de ce numéro s'emploie à valoriser et visibiliser ces initiatives dont l'extrême diversité et créativité a un impact culturel et social majeur.

Au sommaire :

- Des micro-initiatives qui écrivent des micro-histoires pour des macro-enjeux - Des quartiers au centre-ville, des campagnes aux métropoles. . .
- De l'éducation populaire à la fabrique des villes-monde - L'héritage vivant de Villes des musiques du monde
- Un centre d'art et de soin pour reconstruire de la dignité - Les Blés d'or (LBO) à Saint-Baldoph (Savoie)
- Arts participatifs et créations partagées au défi de l'évaluation - Recherche-action dans les Hauts-de-France
- Un projet participatif aux confins des tensions du champ chorégraphique
- Projet furtif ou empreinte durable ? La Maison forte à Monbalen (Lot-et-Garonne)
- Singularités culturelles : les conditions du bien-vivre territorial - La vie culturelle des petites villes
- Un projet d'éducation populaire au numérique - Framasoft
- Des représentations à dimensions variables - Quand l'art raconte les quartiers
- Repenser le système culturel à l'heure de l'hybridation public-privé - L'emprise progressive du privé sur les politiques culturelles
- Rendre visible la création à l'heure des algorithmes et de l'IA

[↩ Retour sommaire](#)

DROIT PUBLIC / CITOYENNETE / INSTITUTIONS / COLLECTIVITES TERRITORIALES

Statut de l'élu - Décryptage de la loi du 22 décembre 2025

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 06/04/2026, n° 2810, p. 54-55
La loi du 22 décembre 2025 portant création d'un statut de l'élu local a été publiée. Attendue de longue date par les collectivités et les élus, confrontés à une crise de l'engagement local, cette réforme appréhende le statut de l'élu dans une logique de parcours, en articulant l'accès au mandat, ses conditions d'exercice et les dispositifs encadrant sa sortie.

Françoise GATEL : "La réforme de l'Etat est la mère de toutes les batailles" [Entretien]

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 06/04/2026, n° 2810, p. 12-13
Au lendemain des municipales, marquées par une abstention record, Françoise Gatel, ministre de l'Aménagement du territoire et de la décentralisation, revient sur les causes du désengagement et ses priorités pour les collectivités.

Elections. Lyon : cohabitation entre la métropole et les grandes villes

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 13/04/2026, n° 2811, p. 13
Alors que Villeurbanne et Lyon restent à gauche, la métropole bascule à droite. Chacun va devoir trouver un chemin vers un modus vivendi.

Municipales. Gros plan sur une commune orpheline de maire

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 13/04/2026, n° 2811, p. 12
L'impossible organisation d'élections municipales dans 68 villes traduit une vaste crise démocratique dans la ruralité.

Début de mandat : l'adoption de la délibération sur les indemnités de fonction

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 06/04/2026, n° 2810, p. 56-57
Les indemnités de fonction des élus sont fixées par l'organe délibérant dans les trois mois suivant son installation, en vertu des articles L; 2123-20-1 et L. 5211-12 du Code général des collectivités territoriales. Une fois votées, ces indemnités de fonction deviennent une dépense obligatoire.

Municipales. Nouveaux élus le jour d'après [Dossier]

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 06/04/2026, n° 2810, p. 34-39
<https://www.lagazettedescommunes.com/1031321/nouveaux-elus-le-jour-dapres/>
Le mythe des 100 jours a la vie dure dans les hôtels de ville. Les nouveaux maires ne peuvent pourtant tout chambouler en si peu de temps. L'action locale est une école de la patience, qui requiert une maîtrise fine des dossiers.

La responsabilité pénale, civile et financière du maire

Maires de France, 04/2026, n° 444, p. 46-47
Plusieurs infractions prévues par la loi peuvent entraîner des poursuites pénales pour le maire et engager sa responsabilité civile ou financière.

Le règlement intérieur du conseil municipal et communautaire

Maires de France, 04/2026, n° 444, p. 40
Dans les six mois suivant le renouvellement des organes délibérants, les communes de 1000 habitants et plus ainsi que les EPCI doivent adopter un règlement intérieur.

[Retour sommaire](#)

Manager l'équipe municipale : Un enjeu clé du mandat

Maires de France, 04/2026, n° 444, p. 50-51

La gestion d'une équipe est un exercice particulier où la confiance, la clarté des rôles et le dialogue sont essentiels. Retour sur les conditions d'un management municipal réussi.

Parité, abstention, votes blancs et nuls : les leçons des élections municipales

Maires de France, 04/2026, n° 444, p. 10-12

Les statistiques définitives du ministère de l'Intérieur confirment une baisse de la participation qui touche l'ensemble des communes. La parité progresse, mais la généralisation du scrutin de liste à toutes les communes reste contestée.

<https://www.interieur.gouv.fr/actualites/communiqués-de-presse/elections-municipales-et-communautaires-2026-bilan-chiffre-du-premier-et-du-second-tour>

Municipales. "Les maires ont une base électorale très étroite"

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 06/04/2026, n° 2810, p. 22-23

<https://www.lagazettedescommunes.com/1030932/eric-kerrouche-les-maires-ont-une-base-electorale-tres-etroite/?abo=1>

Les municipales, longtemps bastion de proximité, subissent une érosion préoccupante : la participation est passée de 78,4 % en 1983 à environ 57 % en mars 2026, signe d'une fatigue démocratique. Abstention et votes blancs traduisent moins un rejet des élus qu'un affaiblissement du lien civique. C'est ce paradoxe qu'explore Éric Kerrouche, directeur de recherche au CNRS et sénateur PS, dans « Le casse-tête démocratique » (éd. de l'Aube, février 2026). À rebours des lectures simplistes, réduction massive du nombre de communes ou idéalisation de la proximité et de ses bénévoles, l'ouvrage met en évidence un équilibre instable entre attentes citoyennes, contraintes institutionnelles et transformations du pouvoir local, et esquisse plusieurs pistes pour le renforcer.

Gaspard Koenig : "On veut faire disparaître les petites communes" [Entretien]

Lettre du cadre territorial (La), 01/04/2026, n° 597, p. 18-19

De la fin du panachage des listes électorales à la transition écologique, sujet à ses yeux essentiel, le philosophe et romancier Gaspard Koenig s'intéresse de près à la "vie des communs", et donc des petites communes. La démocratie se joue à la petite échelle des microterritoires, assure-t-il. Et il faut les laisser s'organiser en coupant le cordon ombilical avec l'Etat.

Jurisprudence commentée

L'écriture inclusive est-elle du français ? / VERPEAUX MICHEL

Actualité Juridique. Droit Administratif, 06/04/2026, n° 13, p. 687-690

<https://dalozknd-pvgpsla5.dalloz-revues.fr/fr/pvPageH5B.asp?puc=004878&nu=202613&pa=1#32>

Certes, la décision du 31 décembre 2025 du Conseil d'Etat est une décision de non-admission des pourvois soumise aux règles propres à ce type de décisions et qui n'a pas vocation à modifier la jurisprudence. Pourtant, elle a eu le mérite de remettre l'écriture inclusive au centre du débat linguistique et juridique.

[Retour sommaire](#)

Acte unilatéral

La décision itérative non confirmative

Le risque d'incompétence de son auteur / MATUTANO EDWIN

Actualité Juridique. Droit Administratif, 06/04/2026, n° 13, p. 668-671

<https://dallozknd-pvqpsla5.dalloz->

[revues.fr/fr/pvPageH5B.asp?puc=004878&nu=202613&pa=1#14](https://dallozknd-pvqpsla5.dalloz-revues.fr/fr/pvPageH5B.asp?puc=004878&nu=202613&pa=1#14)

Toute autorité administrative doit exercer les compétences qui lui sont attribuées par une autorité supérieure en prenant une décision propre. Elle ne peut se borner à reproduire le contenu matériel de la décision qu'elle est chargée d'appliquer. Pourtant, une telle pratique existe bien : si elle apparaît aberrante en légistique, elle peut surtout révéler, au contentieux, une incompétence négative de l'auteur de la décision. Un éclaircissement jurisprudentiel sur ce point serait bienvenu.

ENVIRONNEMENT

Agriculture. Projet alimentaire territorial : de belles promesses non tenues

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 13/04/2026, n° 2811

Sous le joug des chambres d'agriculture, la majorité des projets alimentaires territoriaux peine à atteindre les ambitions initiales.

Les politiques climatiques dans les territoires - Mieux mobiliser le potentiel des collectivités

04/2026, 200 p.

<https://www.vie-publique.fr/rapport/302702-les-politiques-climatiques-dans-les-territoires-haut-conseil-climat?>

Ce rapport est consacré à l'action des collectivités territoriales en matière d'atténuation des émissions, de puits de carbone et d'adaptation au changement climatique.

Les politiques climatiques territoriales se sont structurées depuis les années 2000. Cependant l'action climatique dans les territoires fait face à plusieurs limites, la rendant insuffisante au regard de l'urgence :

- des niveaux d'ambitions très hétérogènes selon les territoires ;
- des politiques sectorielles parfois en décalage avec les objectifs climatiques ;
- un manque de moyens financiers et d'ingénierie ;
- des outils de suivi encore inadaptés, ne permettant pas de mesurer les résultats ;
- une prise en compte insuffisante des inégalités sociales et territoriales.

Le HCC identifie des conditions de réussite et formule des recommandations adressées au Gouvernement pour renforcer l'ambition et la mise en œuvre de la transition dans les territoires.

FINANCES PUBLIQUES / GESTION LOCALE

Finances : La généralisation du compte financier unique / BERTRAND LOUISE, ROUX VALENTINE, Cabinet Seban et associés

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 13/04/2026, p. 54-55

La généralisation du compte financier unique fait suite une expérimentation sur les comptes de plus de 4 500 collectivités locales volontaires de 2021 à 2023. Il s'agit d'un document unique qui vient arrêter les comptes des collectivités locales et se substitue aux comptes administratif et de gestion à partir de l'exercice 2026.

[Retour sommaire](#)

Le bloc communal met un frein à l'investissement

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 06/04/2026, n° 2810

Alors que le début de mandat devrait être marqué par l'euphorie des nouveaux projets, l'absence de visibilité bride les élus du bloc communal, qui craignent de devoir décaler ou annuler des investissements sur lesquels ils se sont pourtant engagés.

FONCTION PUBLIQUE / STATUT

Gérer la démission d'un fonctionnaire

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 13/04/2026, p. 60-61

Si elle est loin d'être la plus fréquente, la démission prévue par les articles L. 551-1 et L. 551-2 du Code général de la fonction publique (CGFP) n'en est pas moins l'une des modalités de cessation définitive de fonctions des agents titulaire qu'il convient de connaître.

Les agents à temps non complet [Dix questions]

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 13/04/2026, p. 30-31

Un emploi du temps non complet est un emploi dont la durée hebdomadaire de service est inférieure à la durée de travail hebdomadaire d'un temps complet, c'est-à-dire 35 heures. La durée hebdomadaire de travail est, dans ce cadre, déterminée en fonction des besoins de l'administration.

Les assistants territoriaux d'enseignement artistique [Dix questions]

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 06/04/2026, n° 2810, p. 30-31

Les assistants territoriaux d'enseignement artistique relèvent des décrets-cadres du 22 mars 2010 relatifs aux fonctionnaires territoriaux de catégorie B. Ces agents exercent leurs fonctions dans la spécialité "musique", "art dramatique", "arts plastiques" ou "danse".

La période de préparation au reclassement : un droit sous condition d'implication

Lettre du cadre territorial (La), 01/04/2026, n° 597, p. 64-65

Depuis 2022, le reclassement s'inscrit dans un parcours et donne de nouveaux droits à l'agent. Encadré par des exigences procédurales strictes, cette procédure nécessite, c'est une spécificité, une implication active de l'agent.

Procédure de rupture conventionnelle dans la fonction publique : précisions sur le régime contentieux applicable / PORTES Estelle

Actualité Juridique. Droit Administratif, 06/04/2026, n° 13/2026, p. 697-701

La convention par laquelle il est mis fin aux fonctions d'un agent public contractuel ne peut pas être regardée comme un véritable contrat et sa contestation relève du recours pour excès de pouvoir. Saisi d'une action en responsabilité, le tribunal administratif de Pau, poursuivant la logique du Conseil d'Etat (17 oct. 2025, n° 493859, Chambre de métiers et de l'artisanat d'Ile- de- France), a condamné l'administration à indemniser un ancien agent contractuel de droit public en réparation du préjudice que ce dernier a subi du fait de l'illégalité fautive contenue dans la convention de rupture conventionnelle qu'il avait signée avec le rectorat.

Tribunal administratif de Pau, 19 décembre 2025, n° 2202683

[Retour sommaire](#)

Les bons (et mauvais) motifs de la décharge de fonctions

Lettre du cadre territorial (La), 01/04/2026, n° 597, p. 66-69

Après les élections, le risque de la décharge de fonctions s'accroît. Si le principe fait partie de la règle du jeu pour les emplois fonctionnels, cela n'empêche pas leurs titulaires de rester vigilants sur les raisons et les conditions de la mise en œuvre de ce dispositif. Rappel ici de ce qui peut se faire en la matière et ce que le juge prohibe.

Ce que doit savoir le maire employeur

Maires de France, 04/2026, n° 444, p. 36-38

Après la victoire aux élections municipales reste l'essentiel : appliquer son programme. Les élus décident, mais ce sont les agents de la commune ou de l'intercommunalité qui mettent en œuvre. L'élu doit alors gérer l'humain et endosser le costume d'employeur.

FORMATION

Handicap. Tisser des liens afin de favoriser l'apprentissage adapté

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 13/04/2026, n° 2811, p. 28

Lors des "cafés de l'apprentissage", employeurs et organismes de formation échangent sur l'emploi des personnes handicapées.

L'inférieure organisation des sessions de formation

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 06/04/2026, n° 2810, p.24-26

<https://www.lagazettedescommunes.com/1031588/linferieure-organisation-des-sessions-de-formation/?abo=1>

Entre continuité de service à assurer alors que les équipes sont parfois en sous-effectifs, difficultés d'accès aux lieux de formation et maintien des sessions suspendu à un nombre suffisant de participants... la formation peut relever de la quadrature du cercle.

L'efficacité pédagogique en formation d'adultes

Inffo formation (L'), 01/04/2026, n° 1116, p. 26-27

Qu'est-ce que l'efficacité pédagogique ? Philippe Carré, professeur émérite de sciences de l'éducation et de la formation à l'université Paris Nanterre, fait le point sur cette "arlésienne".

Comment calculer l'empreinte carbone d'une heure de e-learning ?

Inffo formation (L'), 01/04/2026, n° 1116, p. 16

Alors que la formation à distance s'impose comme une alternative plus sobre que le présentiel, un chiffre essentiel manque toujours : l'empreinte carbone d'une heure d'e-learning. Entre absence de transparence des éditeurs, pression insuffisante des entreprises et montée en puissance de l'IA, le secteur avance dans le brouillard.

INFORMATION / COMMUNICATION / TIC

Le marché des logiciels pour bibliothèques en stagnation

Archimag, 04/2026, n° 393, p. 32-37

Résultat de l'enquête 2026 sur les logiciels métier pour bibliothèques et tableau présentant le cadre technique des solutions disponibles au 1er janvier 2026.

[Retour sommaire](#)

Quand l'expert du document reprend ses droits sur l'IA

Archimag, 04/2026, n° 393, p. 22-23

Traçabilité du cycle de vie, archivage des prompts, suivi des réponses : les métiers de l'information ont toujours su que les données ne se gèrent pas seuls. L'essor des grands modèles de langage leur donne une occasions décisive de faire valoir leurs expertises et de combiner les technologies nouvelles de l'IA aux compétences historiques de gestion de l'information.

OUTRE-MER

Une santé sexuelle en Outre-mer marquée par de fortes inégalités d'accès à la prévention et à la contraception, un niveau élevé de violences sexuelles, et des pratiques en mutation

Outremers360.com, 14/04/2026

<https://outremers360.com/bassin-atlantique-appli/une-sante-sexuelle-en-outre-mer-marquee-par-de-fortes-inegalites-dacces-a-la-prevention-et-a-la-contraception-un-niveau-eleve-de-violences-sexuelles-et-des-pratiques-en-mutation>

L'Inserm publie ce jour les premiers résultats du volet ultramarin de l'enquête nationale CSF-2023 sur les sexualités en France. Réalisée auprès de 10 259 personnes âgées de 15 à 89 ans en Guyane, Guadeloupe, Martinique et à La Réunion, l'étude met en évidence des difficultés persistantes d'accès à la prévention et aux soins, dans des contextes territoriaux contrastés, avec notamment un recours insuffisant à la contraception, une couverture vaccinale insuffisante et un niveau élevé de violences sexuelles dans l'ensemble des territoires étudiés.

A Mayotte, la crise de l'eau entraîne une explosion des impayés

Monde (Le), 11/04/2026, n° 3337, p. 10

https://www.lemonde.fr/politique/article/2026/04/05/a-mayotte-les-impayes-des-abonnes-refusant-d-honorer-leurs-factures-pour-protester-contre-la-crise-de-l-eau-depassent-les-37-millions-d-euros_6676916_823448.html

Accumulée depuis plusieurs années, la somme colossale, dont le montant est révélé par « Le Monde », a poussé la Société mahoraise des eaux à recruter une dizaine d'agents pour étoffer son service de recouvrement.

Outre-mer : l'importance de faire du froid avec du chaud

Lagazettedescommunes.com – Club Techni.cités, 10/04/2026

<https://www.lagazettedescommunes.com/1032603/outre-mer-limportance-de-faire-du-froid-avec-du-chaud/?abo=1>

La dernière édition de la journée de la chaleur renouvelable, qui s'est déroulée à Paris fin mars, a été l'occasion de faire le point sur les techniques de climatisation adaptées aux régions ultra-marines. Revue de détails.

La Martinique repense sa stratégie de lutte contre les maladies tropicales

Lagazettedescommunes.com – Club Santé social, 02/04/2026

<https://www.lagazettedescommunes.com/1031287>

Afin d'offrir une réponse mieux coordonnée en cas d'épidémie, l'ensemble des acteurs publics de Martinique viennent de co-construire une nouvelle stratégie, visant à répondre aux multiples défis sanitaires du territoire.

[☞ Retour sommaire](#)

RESSOURCES HUMAINES / MANAGEMENT

Ressources humaines

Quand le dérèglement climatique bouscule les métiers territoriaux

Lettre du cadre territorial (La), 01/04/2026, n° 597, p. 50-51

Une étude portée par la Mutuelle nationale territoriale montre comment les métiers de la territoriale évoluent avec le dérèglement climatique. Dans ce contexte de changement, les managers sont à la manœuvre.

Les budgets mettent les départements sous tension RH

Lettre du cadre territorial (La), 01/04/2026, n° 597, p. 12

Les agents du département de Saône-et-Loire en grève le vendredi 27 mars. En cause ? De nouvelles contraintes budgétaires qui pourraient se traduire par l'équivalent de 200 suppressions de postes. Une situation non isolée, dans un contexte où plus de la moitié des départements se trouvent dans une conjoncture financière critique.

Fonction publique - Actualisation des lignes directrices de gestion

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 06/04/2026, n° 2810, p. 59

Valables six ans maximum, les lignes directrices de gestion vont devoir être mises à jour.

Impôt sur le revenu : La déclaration des indemnités de fonction

Maires de France, 04/2026, n° 444, p. 53

La déclaration des revenus perçus en 2025 débute en avril. Rappel du dispositif et des points à contrôler pour les élus locaux.

Management

Fonction publique. Diversité aux postes de direction : tout reste à faire

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 13/04/2026, n° 2811, p. 32-37

Dossier :

- Une progression hiérarchique sous conditions
- La lutte contre les discriminations au cœur du management

Management. Quand l'entretien professionnel sert aussi de baromètre social

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 06/04/2026, n° 2810, p. 28

<https://www.lagazettedescommunes.com/1031248/a-montceau-les-mines-lentretien-professionnel-sert-aussi-de-barometre-social/?abo=1>

En invitant les agents à évaluer les conditions et le bien-être au travail en entretien annuel, la ville de Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire) prend le pouls social.

Repenser le management pour attirer et retenir la génération Z

Lettre du cadre territorial (La), 01/04/2026, n° 597, p. 54-55

Face à une génération Z qui privilégie la flexibilité, l'impact concret et le numérique, les collectivités territoriales doivent transformer leurs pratiques managériales.

[Retour sommaire](#)

SÉCURITÉ CIVILE

Environnement - Vers une gestion des risques plus lisible et plus efficace ?

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 13/04/2026, p. 56-57

Dans sa logique de simplification, le législateur s'est récemment attaqué aux dispositions du code de l'environnement régissant la gestion des risques technologiques et naturels.

Femmes pompiers : d'un combat pionnier à une place assumée

Laprovence.com, 13/04/2026

<https://www.laprovence.com/article/france-monde/8513452992986614/femmes-pompiers-dun-combat-pionnier-a-une-place-assumee>

Elles sont de plus en plus nombreuses à prendre leur place sous le casque: cinquante ans après le décret qui a ouvert les portes des casernes de pompiers aux femmes, leur présence, longtemps marginale, est désormais visible dans les centres de secours où le plafond de verre commence doucement à se fissurer

La polémique enfle autour des nouvelles tenues de sapeurs-pompiers

Lagazettedescommunes.com – Club prévention sécurité, 07/04/2026

<https://www.lagazettedescommunes.com/1031916/la-polemique-enfle-autour-des-nouvelles-tenues-de-sapeurs-pompiers/>

Trop lourdes, trop chaudes, trop chères . . . les nouvelles tenues de feu des sapeurs-pompiers font débat. La direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises, à l'origine du nouveau référentiel, avance de son côté une meilleure protection contre les résidus de fumées et l'absence de PFas, causes de cancers. Elle a ouvert une enquête en ligne, alors que plusieurs Sdis la découvrent et la testent.

Plan de prévention et de lutte contre les violences envers les sapeurs-pompiers

Intérieur.gouv.fr, 02/04/2026

<https://www.securite-civile.interieur.gouv.fr/actualites/actualites/plan-de-prevention-et-de-lutte-contre-violences-envers-sapeurs-pompiers>

Sur demande du Ministre de l'Intérieur, la DGSCGC et ses partenaires ont dressé 19 mesures qui sont déclinées dans les territoires pour faire rapidement baisser le nombre d'agressions et pour rétablir le respect dû aux sapeurs-pompiers.

Dans l'Ain, les pompiers testent un outil d'intelligence artificielle pour mieux cibler les appels prioritaires

Franceinfo.fr, 04/04/2026

https://www.franceinfo.fr/replay-je/france-2/13-heures/dans-l-ain-les-pompiers-testent-un-outil-d-intelligence-artificielle-pour-mieux-cibler-les-appels-prioritaires_7915469.html

Sauver des vies grâce à l'intelligence artificielle. Plusieurs départements testent actuellement un nouvel outil numérique pour aider les pompiers à intervenir plus vite. L'innovation permet aux opérateurs téléphoniques de mieux cibler les appels prioritaires.

[Retour sommaire](#)

SÉCURITÉ PUBLIQUE

Face au narcotrafic, les maires se mobilisent aux côtés de l'Etat

Maires de France, 04/2026, n° 444, p. 28-31

Le narcotrafic s'étend désormais à tout le territoire, y compris dans les zones rurales. La lutte contre ce fléau relève de la responsabilité de l'Etat. Mais les élus locaux interrogés par Maires de France sont obligés de s'impliquer pour faire face à la submersion. Le partenariat avec la police et la gendarmerie nationale est déterminant.

Désarmer la police municipale ? "Ce sera juste impossible": ce que les maires peuvent (et ne peuvent pas) décider

Franceinfo.fr, 13/04/2026

<https://france3-regions.franceinfo.fr/occitanie/haute-garonne/toulouse/desarmer-la-police-municipale-ce-sera-juste-impossible-ce-que-les-maires-peuvent-et-ne-peuvent-pas-decider-3333251.html>

Alors que certains policiers municipaux s'interrogent sur leur futur, la question du désarmement continue de susciter des débats. Si le maire dispose d'un pouvoir décisionnel, celui-ci reste encadré par des contraintes politiques, budgétaires et opérationnelles, qui varient fortement selon la taille des communes.

Quelle protection pour le chien de patrouille d'une brigade cynophile de police municipale ?

Lagazettedescommunes.com – Club prévention sécurité, 09/04/2026

<https://www.lagazettedescommunes.com/1026879/quelle-protection-pour-le-chien-de-patrouille-dune-brigade-cynophile-de-police-municipale/>

Au Royaume-Uni, un chien policier a fait l'objet d'une agression au couteau en 2016. Face à la faible sanction pénale, une loi a été votée en 2019 pour sanctionner plus sévèrement les attaques visant des chiens policiers. Cette loi a-t-elle un équivalent en France ? Comment l'auteur serait-il sanctionné ? La réponse Géraldine Bovi-Hosy, juriste.

A Saint-Denis, la police municipale attend des clarifications du maire

Monde (Le), 05/04/2026, n° 25276, p. 9

https://www.lemonde.fr/societe/article/2026/04/04/a-saint-denis-la-police-municipale-en-attente-d-eclaircissements-de-la-part-de-bally-bagayoko_6676656_3224.html

Bally Bagayoko a jeté un froid en évoquant un « processus de désarmement ».

Faut-il armer les policiers municipaux ? Histoire d'un débat [Vidéo] / LE GROUIEC

Maël

11/03/2026

<https://www.ina.fr/ina-eclaire-actu/police-municipale-policiers-municipaux-arme>

Faut-il armer les policiers municipaux ? Le débat traverse la vie politique française depuis plus de 30 ans et est encore aujourd'hui un des grands enjeux des élections municipales.

[↩ Retour sommaire](#)

SCIENCES HUMAINES / SOCIETE

Ce qui conduit les Français à pousser les portes d'un tiers-lieu

TheConversation.com, 30/03/2026

<https://theconversation.com/ce-qui-conduit-les-francais-a-pousser-les-portes-dun-tiers-lieu-277413?>

Malgré les baisses des subventions, les tiers-lieux connaissent toujours un engouement. Car ces espaces de sociabilité séduisent autant par leur convivialité que par leurs nombreuses activités, manuelles et intellectuelles. Explication à l'appui de témoignages d'usagers et d'usagères de La Cocotte solidaire, d'Agis et du « makerspace » L'Établi.

Neurosciences - Du neurone à la pensée [Dossier]

Grands dossiers des sciences humaines (Les), 03/2026, n° 82, p. 30-77

Plus les neurosciences décrivent les mécanismes internes du cerveau, plus elles mesurent l'écart qui les sépare encore des phénomènes humains eux-mêmes les plus insaisissables : le sens, l'intention, la culture, la liberté. Les neuroscientifiques soulignent que les comportements ne se réduisent pas à des activations neuronales : ils naissent dans des corps, mais aussi des interactions, des institutions. Les recherches sur le « cerveau social » ou la « cognition incarnée » rappellent que le cerveau est lui-même façonné en grande partie par nos relations. Les neurosciences n'ont pas détrôné les sciences humaines ! Elles les complètent.

Au sommaire :

- Les neurosciences mènent l'enquête
- "A cache-cache avec la conscience - Entretien avec Antonio Damasio
- Les autres dans la tête
- Un antidote à la violence humaine
- "Mais combien avons-nous de consciences ? - Entretien avec Steven Laureys
- Pourquoi les idées arrivent sous la douche
- "Les savoirs scolaires s'incorporent dans les tissus du cerveau"
- Dormez, votre cerveau s'active

L'IA est-elle un bon psy ? [Dossier]

Sciences humaines, 04/2026, n° 387, p. 30-70

Au sommaire :

- Nos meilleures IA mères
- Humains-IA : ce qui nous lie
- L'IA est-elle un bon psy ?
- L'IA est-elle un médecin attentif ?
- L'IA est-elle un prof pédagogue ?
- L'IA est-elle un avocat convaincant ?
- L'IA est-elle un journaliste fiable ?
- L'IA est-elle un traducteur autonome ?
- L'IA est-elle un scientifique révolutionnaire ?
- L'IA est-elle un artiste sensible ?
- Quand les IA auront un corps

[Retour sommaire](#)

SOCIAL / SANTÉ

Crise structurelle - Vers la fin d'un modèle ?

Actualités sociales hebdomadaires, 04/2026, n° 3337, p. 28-31

Les difficultés budgétaires, qui affectent l'ensemble du champ social et médico-social non lucratif, révèlent des dysfonctionnements bien plus profonds. Confronté à une accélération des logiques de concurrence, le secteur cherche à réactiver ce qui fait son ADN : la coopération.

Faut-il retirer les formations sociales de Parcoursup ?

Actualités sociales hebdomadaires, 04/2026, n° 3337, p. 52-53

Le 4 février, la députée Marianne Maximi (LFI) déposait une proposition de loi visant à supprimer de la plateforme Parcoursup les formations destinées aux métiers du social et du médicosocial. Une présence en ligne qui, selon elle, encourage des candidatures de mauvaise qualité. Quand d'autres estiment qu'elle met en lumière des cursus encore peu connus du grand public.

"Les solidarités ne doivent appartenir à personne"

Actualités sociales hebdomadaires, 04/2026, n° 3337, p. 36-37

Chercheur en sciences sociales, Roland Janvier estime que les associations, confrontées à un niveau de défiance jamais atteint, doivent davantage se faire entendre et éclairer les débats politiques.

Protection de l'enfance

Economie - L'aide sociale à l'enfance, un business comme les autres ?

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 06/04/2026, n° 2810, p. 14-15

A court de solutions d'accueil pour les enfants en danger, certains départements font finalement appel à des entreprises ou à des associations aux logiques très commerciales. Or, les soins apportés ne sont pas toujours à la hauteur des tarifs pratiqués.

« L'intimité biographique fait l'objet d'un droit de regard de l'institution »

Actualités sociales hebdomadaires, 04/2026, n° 3337, p. 49-51

L'aide sociale à l'enfance est prise dans un paradoxe. Son rôle est de protéger les enfants confiés des atteintes à leur individualité. Sauf que, pour y parvenir, les professionnels interviennent régulièrement dans l'intimité des jeunes qu'ils accompagnent.

La sociologue Fanny Westeel montre comment les différentes dimensions de la vie intime des adolescents placés sont scrutées, au détriment de leurs droits individuels.

<https://hal.science/hal-05184916>

<https://www.centre-max-weber.fr/Fanny-Westeel>

Webinaire - L'exercice des actes relevant de l'autorité parentale pour les enfants confiés à l'ASE [Replay]

27/03/2026

<https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/po9m1ir1govo/>

Webinaire du 27 mars 2026 "L'exercice des actes relevant de l'autorité parentale pour les enfants confiés à l'ASE", organisé par l'INSET d'Angers.

<https://padlet.com/cnfptreseaudoc/webinaire-les-actes-relevant-de-l-autorit-parentale-5qwpph07onb188t>

[☞ Retour sommaire](#)

Le parrainage en protection de l'enfance "Un gros truc en plus" [Dossier]

Bulletin de la protection de l'enfance (Le), 03/2026, n° 168/171, p. 13-23

Dans des parcours souvent marqués par les ruptures, le parrainage est un point d'ancrage affectif durable pour les enfants confiés en protection de l'enfance. Mais ce dispositif reste méconnu, y compris des professionnels de la protection de l'enfance. Il faut dire que ses contours juridiques ont longtemps été flous.

Pouvoir d'agir - Quand les enfants prennent la main sur leurs droits

Actualités sociales hebdomadaires, 04/2026, n° 3337, p. 12-18

L'association Des droits pour grandir propose une exposition itinérante et participative pour sensibiliser les plus jeunes, dont ceux relevant de l'ASE. Grâce au jeu et aux conversations libres, ils apprennent à se questionner et à revendiquer leur individualité <https://www.desdroitspourgrandir.org/pages/V6JVf7HdEAI>

Petite enfance

Guide d'inspection-contrôle des modes d'accueil du jeune enfant - Analyser les risques au regard du vu, de l'entendu et du lu

01/2026, 62 p.

<https://solidarites.gouv.fr/sites/solidarite/files/2026-04/Guide-inspection-controle-mode-accueil-jeune-enfant.pdf>

Dans le cadre du service public de la petite enfance, ce guide ministériel récemment publié vise à harmoniser les pratiques d'inspection-contrôle, à renforcer l'analyse des risques et la qualité de l'accueil, dans le respect des besoins des jeunes enfants.

Handicap

Initiative « J'aspire à vivre en société » : à Lyon, une appli recense les lieux adaptés à la sensibilité des personnes autistes

Liberation.fr, 02/04/2026

https://www.liberation.fr/societe/sante/jaspire-a-vivre-en-societe-a-lyon-une-appli-recense-les-lieux-adaptes-a-la-sensibilite-des-personnes-autistes-20260402_MPCLZVHLBRALHCMIVMOLDL2M7A/

Imaginé par le pôle psychiatrique universitaire du Vinatier de la métropole lyonnaise, avec l'aide de patients, cet outil numérique, pionnier en France, permet aux personnes autistes de surmonter leurs difficultés sensorielles pour accomplir les tâches du quotidien et favoriser leur vie sociale.

Grand âge

Déclin cognitif du sujet âgé

Santé mentale, 03/2026, n° 305, p. 24-83

L'expression « déclin cognitif » est souvent utilisée dans le langage courant pour décrire les transformations cognitives du vieillissement et notamment ses aspects négatifs, en termes d'angoisse et de perte. Or, cette notion recouvre des réalités très différentes qui mettent en évidence la pluralité des trajectoires cognitives, l'existence de mécanismes de compensation, et les capacités de réorganisation fonctionnelle du cerveau. Face à ce déclin, l'enjeu pour le soignant est alors de parvenir à soutenir l'image de soi du patient en privilégiant une écoute empathique et une approche interdisciplinaire.

<https://www.santementale.fr/revue/numero-305-mars-2026/>

[Retour sommaire](#)

Santé

Rénovation des hôpitaux. Les collectivités doivent-elles mettre la main à la poche ?

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 13/04/2026, n° 2811, p. 14

Face à l'incapacité des hôpitaux à emprunter pour rénover leurs bâtiments, des collectivités ont décidé de régler la note.

Déserts médicaux : Les élus veulent inverser la tendance

Maires de France, 04/2026, n° 444, p. 24-25

Consultations de médecins volontaires, docteurs juniors, label France Santé..., ils tentent de mobiliser plusieurs dispositifs lancés par l'Etat.

Réutiliser les données de santé : les prérequis incontournables

Archimag, 04/2026, n° 393, p. 40-41

La réutilisation des données de santé représente aujourd'hui un levier majeur d'innovation, qu'il s'agisse de recherche, d'amélioration des parcours de soins, d'analyse statistique ou de développement d'outils d'intelligence artificielle. Mais elle est également encadrée par un ensemble de règles strictes combinant RGPD, Code de la santé publique, doctrine Cnil et exigences sectorielles. Avant d'envisager le moindre projet, il est essentiel d'identifier les prérequis qui conditionnent la licéité du traitement initial des données.

Quand les cancers professionnels sortent de l'invisibilité

Alternatives économiques, 04/2026, n° 469, p. 94-96

La non-reconnaissance des cancers professionnels reste massive. des collectifs de chercheurs tels que le Giscopé 84 ainsi que des syndicats s'emploient à briser ce mur.

Secteur médico-social

Secret professionnel : les éducateurs entre le marteau et l'enclume

Actualités sociales hebdomadaires, 04/2026, n° 3337, p. 47-48

Coincés entre des politiques judiciaires répressives et leur mission d'accompagnement de l'usager, les éducateurs se retrouvent parfois face à cette interrogation : peuvent-ils refuser de transmettre leurs informations aux autorités en invoquant le secret professionnel ?

Les seniors, nouveau vivier de talents pour le travail social ?

Actualités sociales hebdomadaires, 04/2026, n° 3337, p. 21-23

Le recrutement des plus de 50 ans pourrait constituer une solution, notamment dans l'aide à domicile, pour des employeurs touchés de plein fouet par la pénurie de main-d'œuvre. Si l'idée commence à faire son chemin depuis la réforme des retraites, sa mise en pratique demeure toutefois encore compliquée.

[Retour sommaire](#)

SPORT/LOISIRS/TOURISME

Sport

Equipements sportifs. Herbe ou synthétique le match des terrains

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 13/04/2026, n° 2811, p. 38-40
Entre les pluies hivernales et les sécheresses estivales, les terrains de sport en gazon naturel souffrent et voient leur disponibilité affectée. Les collectivités sont très tentées de recourir à la pelouse synthétique, laquelle absorbe en effet une forte pression d'usage sous la pluie ou la chaleur.

Impact économique local du sport : un guide pour les clubs... et les collectivités

Lagazettedescommunes.com, 13/04/2026

<https://www.lagazettedescommunes.com/1032731>

Certes, associations, clubs et autres événements sportifs créent de la richesse sur leur territoire. Mais dans quelle mesure ? Pour objectiver la chose, le Cosmos, principale organisation professionnelle de la branche sport, publie un « Guide de la mesure et de l'amélioration de l'impact économique des structures sportives ». Un document qui devrait servir les partenariats de terrain avec les communes et intercommunalités.

<https://www.cosmos-sports.fr/actualites/cosmos-publie-son-guide-mesurer-ameliorer-impact-economique-structures-sportives-6651>

Pourquoi le projet de loi RIPOST cible aussi les violences dans les stades

Lettre de l'économie du sport (La), 03/04/2026, n° 1690, p. 3

<https://pro.sport.fr/omnisports/pourquoi-le-projet-de-loi-ripost-cible-aussi-les-violences-dans-les-stades-456596.shtm>

Présenté en conseil des ministres, le projet de loi RIPOST (Réponses Immédiates aux Phénomènes troublant l'Ordre public, la Sécurité et la Tranquillité de nos concitoyens) élargit le champ de la sécurité du quotidien à des phénomènes longtemps traités à part, dont les violences sportives. En intégrant explicitement les enceintes sportives dans son dispositif, le texte confirme un changement de regard de l'État. Derrière l'ordre public, c'est aussi la stabilité économique du sport professionnel qui se joue.

Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024. De la préparation à l'action pour la surveillance sanitaire et la prévention des risques : l'expérience de Santé publique France

Santepubliquefrance.fr, 31/03/2026

<https://www.santepubliquefrance.fr/regions/ile-de-france/documents/rapport-synthese/2026/jeux-olympiques-et-paralympiques-de-paris-2024.-de-la-preparation-a-l-action-pour-la-surveillance-sanitaire-et-la-prevention-des-risques-l-exper>

Du 24 juillet au 9 septembre 2024, la France a accueilli les XXXIIIe Jeux Olympiques d'été et les XVIIe Jeux Paralympiques (JOP), attirant des visiteurs du monde entier. Avec la tenue d'événements sportifs et festifs simultanés en plein cœur de l'été, l'accueil des JOP a représenté un défi majeur en matière de sécurité sanitaire. Ce rapport dresse le bilan des travaux menés par Santé publique France, l'Agence nationale de santé publique, en lien avec le ministère en charge de la santé et les différents acteurs nationaux et internationaux de la santé publique, pour la surveillance et la prévention des risques sanitaires. Ces travaux laissent un héritage utile, comme le développement de nouveaux systèmes de surveillance et de nouveaux partenariats. Ce partage d'expérience s'adresse à toutes celles et ceux qui s'intéressent à la sécurité sanitaire en contexte de grands rassemblements.

[↩ Retour sommaire](#)

La Cour des comptes questionne la gratuité des secours en montagne

Lettre de l'économie du sport (La), 20/03/2026, n° 1688, p. 1-2

<https://pro.sport.fr/sp-dhiver/la-cour-des-comptes-questionne-la-gratuite-des-secours-en-montagne-456521.shtm>

Dans un rapport, la Cour des comptes alerte sur la dérive financière du modèle français de secours en montagne. Entre hausse des pratiques outdoor, inflation des coûts aériens et organisation fragmentée, la juridiction ouvre un débat sensible sur la gratuité et appelle à une réforme en profondeur du financement et de la gouvernance.

La Métropole du Grand Paris épinglée pour ses dépenses lors des JO

Lettre de l'économie du sport (La), 10/04/2026, n° 1691, p. 5

<https://pro.sport.fr/omnisports/la-metropole-du-grand-paris-epinglee-pour-ses-depenses-lors-des-jo-456675.shtm>

La Chambre régionale de la Cour des comptes d'Île-de-France critique la Métropole du Grand Paris (MGP) pour ses dépenses lors des Jeux olympiques de Paris 2024.

TRAVAIL / EMPLOI

Enquête -Travail des jeunes : en mode emploi

Liberation.fr, 08/04/2026

https://www.liberation.fr/forums/travail-des-jeunes-en-mode-emploi-20260408_B3LE3D63FBBIFGYTUKWVGJGIDAE/

Alors que le taux de chômage des 15-24 ans est supérieur à celui de l'ensemble de la population active, des experts pointent l'importance de l'accompagnement et des nouvelles méthodes qui sortent du cadre classique du recrutement.

URBANISME / TRANSPORTS / LOGEMENT

Mobilité. Le péage inversé, une bonne idée pour faire sauter le bouchon ?

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 13/04/2026, n° 2811, p. 48-49

Le projet écobonus de la métropole européenne de Lille visait à réduire la congestion routière sur les axes menant à Lille, et donc la pollution et ses conséquences sanitaires.

Lutte contre l'exclusion. Le droit au logement opposable, une coquille vide ?

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 13/04/2026, n° 2811, p. 8-9

Quasiment vingt ans après son adoption, le droit au logement opposable a disparu des discours ministériels. S'il a été une avancée essentielle qui a fait.

Transports : les normes sur le banc des accusés

Lagazettedescommunes.com – Club Techni.cités, 07/04/2026

<https://www.lagazettedescommunes.com/1032071/transports-les-normes-sur-le-banc-des-accuses/?abo=1>

Dans une étude, le GART pointe la facture des bus propres exigés par la réglementation européenne et dénonce les difficultés de mise en œuvre auxquelles sont confrontées les collectivités territoriales.

[Retour sommaire](#)

Après les réformes de 2015 : une montée en puissance à achever Les nouvelles Régions, dix ans après les réformes de 2015 : une montée en puissance à conforter - 10 ans / INSTITUT NATIONAL DES ETUDES TERRITORIALES

04/2026, 73 p

<https://regions-france.org/wp-content/uploads/2026/04/inet-rapport.pdf>

À l'heure où l'on entend beaucoup de contrevérités sur les nouvelles Régions, cette étude de l'INET s'appuie sur des faits et livre une analyse sérieuse.

Et les enseignements sont clairs ! Dix ans après, les Régions ont gagné en robustesse, en capacité d'action et en lisibilité.

C'est précisément la raison pour laquelle Régions de France a souhaité accompagner ce travail conduit par des élèves-administrateurs de l'INET : sortir d'un débat trop souvent réduit aux coûts, aux effectifs ou aux seules frontières administratives, pour regarder ce que ces réformes ont réellement changé dans la conduite des politiques publiques et dans les territoires.

Les Régions abordent davantage leurs compétences de manière globale, en reliant mieux leurs politiques publiques aux réalités et spécificité de chaque territoire.

Mais l'étude montre aussi que cette montée en puissance reste encore freinée par des compétences insuffisamment stabilisées, par une articulation encore inaboutie de la place de l'État dans les territoires qui nuit parfois à la lisibilité de l'action publique et par des moyens encore trop en décalage avec les responsabilités confiées.

Autrement dit, ce rapport ne valide ni les caricatures ni les procès à charge. Il dit une chose simple : le vrai sujet n'est pas de déconstruire les Nouvelles Régions au gré des débats du moment, mais de conforter leur capacité à agir efficacement au service des habitants.

Régions de France est très fière d'avoir accompagné ces étudiants de l'INET dans ce travail exigeant, rigoureux et utile au débat public.

Les acteurs de la mobilité stupéfaits par la menace de fermeture de Transport.data.gouv.fr

Lagazettedescommunes.com – Club Techni.cités, 07/04/2026

<https://www.lagazettedescommunes.com/1031801/les-acteurs-de-la-mobilite-stupefaits-par-la-menace-de-fermeture-de-transport-data-gouv-fr/?abo=1>

Le Point d'accès national des données de mobilité, le Pan, pourrait voir son budget réduit de moitié. Le Groupement des Autorités organisatrices de mobilité (Gart) s'alarme de cette menace sur le principal soutien à l'ouverture des données de mobilité des collectivités.

[Retour sommaire](#)

Pour toute reproduction intégrale ou partielle du bulletin documentaire, veuillez mentionner la source - INSET Angers - dans le respect du Code de la Propriété intellectuelle

Bulletin documentaire

Edité par l'INSET, rue du Nid de Pie, CS 62020, 49016 Angers Cedex 1
www.cnfpt.fr

Directrice de publication : **Alexa Rouez**
Responsable du centre de ressources : **Bérangère Guillet**
Conception et réalisation : **Mathilde Descamps, Bérangère Guillet**
Tél. : 02 41 22 41 46

© 2026 CNFPT/ INSET D'ANGERS